



Conseil économique et social

Distr. générale
20 décembre 2004
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Quarante-neuvième session

28 février-11 mars 2005

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

**Suite donnée aux résolutions et décisions
du Conseil économique et social**

Lettre datée du 16 décembre 2004, adressée à la Présidente de la Commission de la condition de la femme par la Présidente du Conseil économique et social**

La session de fond 2004 du Conseil économique et social a permis de réaffirmer le rôle de ce dernier en tant que principal forum de discussion, au sein du système des Nations Unies, des grands problèmes de coopération en matière de développement. Le thème du débat de haut niveau de l'année 2004, « Mobilisation de ressources et création d'un climat propice à l'élimination de la pauvreté dans le cadre de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 », nous a donné l'occasion de renouveler notre engagement en faveur du développement des pays les moins avancés et de trouver des mesures concrètes leur permettant de s'engager sur la voie d'une croissance économique durable.

Je suis convaincue que la déclaration ministérielle adoptée à l'issue du débat de haut niveau contribuera à l'action menée pour donner un nouvel élan à la mise en œuvre du Programme d'action par les États Membres et par les organismes des Nations Unies, en particulier les organes subsidiaires du Conseil.

Lors du débat consacré aux questions de coordination, le Conseil a abordé la démarginalisation des femmes et l'intégration du développement rural. Dans sa résolution 2004/4, s'attachant à intégrer une perspective sexospécifique dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies, le Conseil a demandé à ses commissions techniques de prendre de nouvelles mesures pour incorporer les recommandations de la Commission de la condition de la femme et d'intégrer systématiquement une perspective sexospécifique dans leurs travaux. Vous voudrez donc bien tenir compte de ces considérations dans votre futur programme de travail.

* E/CN.6/2005/1.

** Signée le 17 décembre 2004.



Je souhaiterais aussi mettre l'accent sur certaines des autres propositions importantes du Conseil concernant les commissions techniques. Vous trouverez ci-joint, à toutes fins utiles, une liste des résolutions dans lesquelles le Conseil a expressément demandé aux commissions techniques de prendre des mesures (voir l'annexe).

Je voudrais notamment attirer votre attention sur la résolution 2004/44 relative au rôle du Conseil dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Dans cette résolution, le Conseil a décidé de continuer à prendre les mesures nécessaires à l'application effective des résolutions 50/227, 52/12 B et 57/270 B de l'Assemblée générale, qui ont trait à ses travaux et à ceux de ses organes subsidiaires.

Dans la même résolution, le Conseil a prié les commissions techniques et autres organes subsidiaires compétents de poursuivre l'examen de leurs méthodes de travail, conformément à la résolution 57/270 B de l'Assemblée générale, et de lui soumettre leurs rapports en 2005. Il a également prié les commissions techniques d'apporter leur concours à la préparation de sa contribution à la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée.

Dans sa résolution 2004/63, le Conseil a prié ses commissions techniques, dans le cadre de l'examen en 2005 de l'application des textes issus des conférences, de favoriser la complémentarité de leurs travaux et de suivre ses directives et celles de l'Assemblée générale. Il leur a également demandé de définir clairement dans leurs rapports les incidences opérationnelles de leurs travaux aux fins d'examen et de décision par les organes directeurs des fonds et programmes des Nations Unies.

Je saisis par ailleurs cette occasion pour vous informer que le Conseil a retenu pour le débat de haut niveau qu'il tiendra en 2005 le thème suivant : « Réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris de ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, et suite donnée aux textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies : progrès accomplis, obstacles à surmonter et chances à saisir ». Le thème du débat consacré aux questions de coordination s'intitulera quant à lui « Vers la réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire ».

Je vous saurais gré de bien vouloir porter à la connaissance des membres de votre commission technique les questions soulevées ci-dessus, pour examen et décision. Je vous remercie par ailleurs de votre collaboration active et soutenue qui, je l'espère contribuera à renforcer les échanges au sein des commissions techniques et le Conseil.

(Signé) Marjatta **Rasi**

Annexe

Résolutions adoptées par le Conseil économique et social en 2004 appelant un suivi de la part de la Commission de la condition de la femme^a

<i>Résolution</i>	<i>Paragraphe</i>	<i>Titre</i>
2004/4	10	Examen des conclusions concertées 1997/2 du Conseil économique et social sur l'intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies (E/2004/L.14 et E/2004/SR.27)
2004/56	6	Situation des Palestiniennes et aide à leur apporter (E/2004/27 et E/2004/SR.51)

^a Ces résolutions peuvent être consultées dans leur intégralité sur le site Web du Conseil (<<http://www.un.org/esa/coordination/ecosoc>>).